

Les crédits

Il est important de clarifier cette question. À mon avis, nous avons eu aujourd'hui la réponse, et j'espère que les autres députés de la Chambre appuieront cette importante motion.

M. Karpoff: Monsieur le Président, je me demande si nous pourrions obtenir le consentement unanime de la Chambre pour renoncer à la période habituelle de dix minutes réservée aux questions et aux observations afin que les ministériels, qui vont enfin prendre la parole, puissent profiter de tout le temps qui leur est alloué.

La Chambre s'ajournera à 17 h 45. Si nous prenons encore dix minutes pour les questions et les observations, les orateurs n'auront pas l'occasion de participer au débat. Le Nouveau Parti démocratique serait certainement prêt à renoncer à la période de dix minutes réservée aux questions et aux observations.

Le président suppléant (M. Brightwell): J'ai entendu la demande du député. Certains députés ont déjà demandé la parole pour des questions ou des observations.

M. Thompson: Monsieur le Président, nous sommes très heureux de participer au débat. Quelle que soit votre décision, nous allons certainement la respecter.

La question que je veux poser au député est simple. Pour revenir à certaines des choses que le député a dites au début de son discours, ses collègues et lui ramènent toujours sur le tapis le vieux débat sur le libre-échange qui remonte aux élections de 1988, débat dans lequel ils disaient que le libre-échange menaçait notre système de soins de santé. Cela touche une corde sensible.

M. Brewin: Monsieur le Président, on vient de porter à mon attention le fait que vous m'avez fait signe que mon temps était écoulé alors qu'il me restait encore dix minutes. Je disposais de vingt minutes pour faire mon discours. Vous m'avez fait signe. . .

Le président suppléant (M. Brightwell): Je ne vous faisais pas signe que votre temps était écoulé. J'essayais de faire signe à la personne qui allait poser une question parce que deux députés demandaient la parole en même temps. Si vous voulez continuer votre discours, vous avez encore huit minutes. Je suis certain que la Chambre consentira à ce que vous poursuiviez.

M. Brewin: Monsieur le Président, je serais tout à fait heureux de laisser les huit minutes qui me sont allouées au député du parti ministériel s'il désire s'en prévaloir et si j'en ai le droit.

Le président suppléant (M. Brightwell): Vous vous étiez effectivement rassis. Je crois que le gouvernement

est disposé à présenter des orateurs. Je ne crois que cela fasse problème. En fait, vous avez utilisé une partie du temps qu'ils auraient pris. Alors, si vous le voulez, nous allons laisser le député finir sa question, puis vous pourrez répondre.

M. Kindy: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Il y a normalement une période d'observations et de questions.

Je crois que vous ne l'avez pas permis.

Le président suppléant (M. Brightwell): Je remercie le député de ses conseils, mais c'est ce que je tentais de faire lorsqu'une série d'appels au Règlement est survenue.

J'aimerais que nous procédions aux questions et d'observations.

M. Thompson: Monsieur le Président, après avoir regardé ce qui se passe depuis cinq minutes, il n'est pas étonnant que les Canadiens se posent des questions sur ce que nous faisons dans cette Chambre.

Pour essayer de mettre un peu d'ordre dans tout cela et en revenir au commentaire du député, je sais bien qu'il y a eu un peu de confusion sur la longueur de temps dont il disposait. Je lui sais gré de nous permettre d'utiliser le temps qui lui restait pour faire ce commentaire.

En remontant à l'ancien débat sur le libre-échange et à l'argument qui revient toujours, à savoir que nous mettons en péril notre système de soins de santé en nous aventurant à conclure des ententes commerciales, quelles qu'elles soient, avec n'importe quel pays du monde, je voudrais présenter quelques chiffres sur lesquels j'aimerais que le député donne son avis.

Il s'agit du pourcentage du produit intérieur brut, autrement dit des ressources du Canada, que nous consacrons véritablement au système de soins de santé dans ce pays par rapport aux États-Unis.

Je suis d'accord avec le député lorsqu'il dit que nous avons le meilleur système de soins de santé au monde. Mais en réalité, nous consacrons moins de ressources financières à maintenir le meilleur système de santé au monde que ne le font les Américains, qui ont pourtant un des pires systèmes au monde.

Pour donner des chiffres précis, nous consacrons environ 9 p. 100 de notre PIB aux soins de santé, contre 12 p. 100 pour les États-Unis, où 30 p. 100 de la population en est écarté.

L'idée que notre système s'en trouve menacé est curieuse. Pourquoi abandonnerions-nous un système qui coûte moins cher que le système américain?